



PROGRAMME
AFRIQUE/S

10^e FORUM INTERNATIONAL DE DAKAR SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

COMPTE RENDU

Jean-Marc Gravellini / Chercheur associé à l'IRIS,
spécialiste des enjeux sécuritaires et de
développement dans la zone sahéenne

Avril 2026



PRÉSENTATION DE L'AUTEUR



Jean-Marc Gravellini / Chercheur associé à l'IRIS

Jean-Marc Gravellini est chercheur associé à l'IRIS, spécialiste des enjeux sécuritaires et de développement dans la zone sahélienne. Ses autres principaux domaines de compétence sont la définition et la mise en œuvre de documents de positionnement stratégique, tant du point de vue de l'élaboration de politiques publiques que de programmes d'investissement.

Jean-Marc Gravellini a travaillé 35 ans à l'Agence française de développement (AFD) où il a terminé sa carrière en 2015 comme directeur exécutif des Opérations. Il a notamment eu la charge de la conception et de la mise en œuvre des stratégies pays et continentales et sectorielles, ainsi que des stratégies transversales. Il a ensuite occupé de 2015 à 2017 le poste de vice-président Afrique de la Compagnie fruitière, groupe privé français. De janvier 2018 à février 2020, il a dirigé l'Unité de coordination de l'Alliance Sahel.



PROGRAMME
AFRIQUE/S

Le programme Afrique/s de l'IRIS s'inscrit à la jonction de la diversité et de la singularité du continent.

Il a pour ambition d'analyser les dynamiques endogènes qui impactent le continent, sans obérer les recompositions géostratégiques des puissances étrangères, en travaillant avec des chercheurs, des think tanks, des artistes et des intellectuels africains. À différents niveaux d'échelle, il s'agit de montrer la complexité des rapports de force qui se structurent.

Il est dirigé par Caroline Roussy, directrice de recherche à l'IRIS.

iris-france.org



@InstitutIRIS



@InstitutIRIS



institut_iris



IRIS



IRIS - Institut de relations internationales et stratégiques

Résumé

La 10^e édition du Forum de Dakar, première organisée à 100 % par le Sénégal sans co-organisation française, s'est tenue les 20 et 21 avril 2026 sur le thème « L'Afrique face aux défis de stabilité, d'intégration et de souveraineté ». Plus de 700 participants, 60 pays, un panel de haut niveau, deux plénières et six ateliers. Le Forum a accouché d'une initiative phare — la Doctrine de Dakar sur la prévention des conflits — et d'un constat nouveau : la paix africaine ne sera ni importée, ni déléguée, ni improvisée. Mais l'épisode marquant restera la passe d'armes entre le ministre malien Abdoulaye Diop et le professeur Maurice Dione (Université Gaston Berger), qui a cristallisé la fracture entre la diplomatie des juntes sahéliennes et la pensée académique africaine, qui reste au fond, attachée aux normes démocratiques.

CADRE GÉNÉRAL ET JOURNÉE D'OUVERTURE (LUNDI 20 AVRIL)

Le Forum s'est ouvert le lundi 20 avril au CICAD (Diamniadio) sous la présidence du chef de l'État Bassirou Diomaye Faye, en présence de Julius Maada Bio (Sierra Leone, président en exercice de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)), de Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani (Mauritanie) et du Premier ministre Ousmane Sonko. Pour la première fois depuis sa création en 2014 dans la foulée du Sommet de l'Élysée, le Forum est organisé exclusivement par le Centre des Hautes Études de Défense et de Sécurité (CHEDS), sans copilotage français — rupture symbolique très commentée.¹

Dans son discours d'ouverture, le président Faye a posé une ligne souverainiste assumée :

“

Nous ne devons plus accepter que notre agenda sécuritaire soit défini ailleurs ; que nos priorités soient dictées par des intérêts étrangers.

Bassirou Diomaye Faye, ouverture du Forum.

”

¹Discours d'ouverture, [Présidence du Sénégal](#) ; couverture [Financial Afrik](#) ; [APS](#).

“

Extraire chez nous, transformer chez nous et vendre à un prix juste. Que cette édition soit celle de la maturité et du passage à l’acte.

Bassirou Diomaye Faye

”

Le panel de haut niveau et la Plénière 1 (« Souveraineté et enjeux contemporains ») a articulé deux registres complémentaires : la lecture conceptuelle du président mauritanien Ghazouani, qui a redéfini la souveraineté contemporaine comme « la capacité des États à maîtriser leurs dépendances, en réduire les vulnérabilités et en renforcer les résiliences » (souverainetés alimentaire, énergétique, hydrique, numérique, sanitaire), et l’intervention plus directement politique du ministre malien Abdoulaye Diop, qui a posé à ses partenaires africains de l’ouest les conditions à toute coopération sécuritaire régionale (solidarité panafricaniste avec les autorités de l’Alliance des États du Sahel (AES), condamnation des prétendues ingérences étrangères, dénonciation de la présence de forces selon lui hostiles à l’AES dans les pays côtiers). Plus fondamentalement, la CEDEAO défend une intégration ouest-africaine large, fondée sur la démocratie, le libre-échange continental et des partenariats avec l’Occident et les institutions financières internationales. L’AES promeut au contraire une confédération sahélienne souverainiste, axée sur la sécurité, la nationalisation des ressources et un alignement stratégique avec la Russie, en rupture assumée avec l’ordre régional et occidental.

DEUXIÈME JOURNÉE (MARDI 21 AVRIL)

Plénière 2 — Intégration régionale et sécurité collective

La plénière du mardi matin a réuni un panel délibérément contrasté : Liberata Mulamula (Envoyée spéciale de l’Union africaine (UA) pour les Femmes, la Paix et la Sécurité), Mémounatou Ibrahima (présidente du Parlement de la CEDEAO), l’Ambassadeur Abdel-Fatau Musah (Commissaire CEDEAO Affaires politiques, Paix et Sécurité), Lazare Ki-Zerbo (vice-président du Centre international Joseph Ki-Zerbo pour l’Afrique et sa diaspora (CIJKAD)), la députée tchadienne Monique Mayala Ngaralbaye, et — élément remarquable — Richard

Michaels, Secrétaire adjoint pour l’Afrique au Département d’État américain, seul représentant occidental de haut niveau à la tribune.²

La session a mis en tension deux visions de l’intégration : celle, normative et institutionnelle, portée par les représentants de la CEDEAO ; et celle plus radicale de la souveraineté militante défendue par les délégations sahéliennes. Aucune réconciliation formelle CEDEAO–AES n’a été annoncée, mais le simple fait que les représentants des deux blocs partagent la même tribune constituait, pour les organisateurs, un acquis du Forum.

Six ateliers thématiques en parallèle

- **Ateliers 1 et 2** — Souveraineté numérique ; ressources naturelles et gouvernance, avec notamment la mise en garde de Solange Bandiaky-Badji (Rights and Resources Initiative) sur la « ruée géopolitique » sans précédent vers les ressources africaines.
- **Atelier 3** — Transitions politiques, souveraineté institutionnelle et légitimité des États (Pr. Alioune Badara Fall, Pr. Jean-Emmanuel Pondi, Ibrahima Kane/ Open Society Foundation (OSF)).
- **Atelier 4** — Industrie de défense et efficacité géostratégique pour l’Afrique. Présence remarquée du Général Aimé Barthélémy Simporé (Centre national d’études stratégiques du Burkina Faso, AES) aux côtés du Général Babacar Gaye (ancien Cemga sénégalais) et du Général Mohamed Znagui (ex-G5 Sahel).
- **Atelier 5** — Forces multinationales, coalitions *ad hoc* et souveraineté opérationnelle (Maman Sambo Sidikou, Général Mactar Diop, Diyé Ba). Discussions sur l’opérationnalisation des forces africaines en attente.
- **Atelier 6** — Expansion du terrorisme du Sahel central vers les États côtiers, avec Lori-Anne Théroux-Bénoni (ISS), Isabel Henin (envoyée Sahel du ministère des Affaires étrangères (MAE) allemand), Mahamoudou Savadogo et Aly Tounkara.

À ce stade, les recommandations détaillées par atelier n’ont pas été publiées : elles paraîtront dans les actes officiels du CHEDS. Le Forum a néanmoins fait remonter une trame commune dans le discours de clôture.

²Liste officielle des intervenants, dakarinternationalforum.org ; clôture, [APS](#) ; [Dakaractu](#).

Cérémonie de clôture

La clôture, présidée par Cheikh Niang (ministre sénégalais de l'Intégration africaine et des Affaires étrangères), avec à ses côtés ses homologues du Mali (Abdoulaye Diop) et de la Gambie, a donné lieu à une formulation forte :

“

La conviction qui s'est imposée est que la paix en Afrique ne peut être ni importée, ni déléguée, ni improvisée. Elle doit être construite par des institutions légitimes, des économies résilientes et des sociétés inclusives.

Cheikh Niang, clôture.

”

“

Il ne peut y avoir de sécurité durable là où la confiance entre l'État et le citoyen s'est érodée.

Cheikh Niang, clôture.

”

Cette dernière formule, glissée dans le discours officiel sénégalais, reprend en filigrane la thèse défendue en plénière par le professeur Dione — et donne la mesure du positionnement subtil de Dakar entre rupture souverainiste et ancrage démocratique.

LA PASSE D'ARMES DIOP–DIONE : UN MOMENT RÉVÉLATEUR

Au cœur des deux jours, l'épisode le plus commenté est l'échange direct entre Abdoulaye Diop, ministre malien des Affaires étrangères, et le professeur Maurice Soudieck Dione, agrégé de science politique à l'Université Gaston Berger de Saint-Louis. La scène s'est déroulée le lundi 20 avril sur la question de l'institutionnalisation des régimes d'exception.³

La thèse de Maurice Dione

Le politiste a déconstruit méthodiquement la notion de souveraineté absolue, en posant trois propositions :

³Récit et citations verbatim : [Sud Quotidien](#) ; [Senego](#) ; [SenePlus](#) ; [APS — vidéo Dione](#).

“

La souveraineté ne doit pas et ne peut pas être comprise de façon absolue. La souveraineté est toujours une co-construction, c’est une collaboration entre différentes institutions, différents États.

Pr. Maurice Dione, Plénière 1.

”

“

Lorsque l’État ne peut pas assurer le premier droit, c’est-à-dire la sécurité et la liberté des citoyens, on ne peut plus véritablement parler d’État ?

Pr. Maurice Dione.

”

Sa mise en garde la plus politique a porté sur l’institutionnalisation des régimes d’exception : la normalisation des transitions militaires, sous couvert d’une prétendue efficacité sécuritaire, fragilise selon lui les fondements démocratiques sans pour autant produire la stabilité promise. Il a plaidé pour une « solution à l’africaine » fondée sur les forces propres du continent, mais sans abandon des standards démocratiques.

La riposte d’Abdoulaye Diop

La réplique du ministre malien a été immédiate et frontale, multipliant les registres :

- **Disqualification de l’analyse** : la qualification de populisme correspond à un narratif extérieur, stéréotypé et véhiculé par certains médias hostiles.
- **Attaque *ad hominem*** : la formule devenue virale — « Quand on est professeur, il faut se documenter » — sur un ton très condescendant.
- **Argument des sacrifices** : invocation des « sacrifices consentis par les populations sahéliennes dans leur quête de stabilité et de dignité » pour tenter de clore la discussion.
- **Utilisation de l’argument du double standard** : « les trajectoires politiques africaines sont souvent jugées à l’aune de standards variables ». Argument classique des juntes au pouvoir et de la diplomatie AES, redéployé ici contre un universitaire africain.

La répartie de Dione

L’universitaire n’a pas reculé, et sa réponse — devenue elle aussi virale — a été reprise par tous les médias sénégalais :

“

Je suis un universitaire. Je refuse qu'on me dicte la façon de penser.

Pr. Maurice Dione, en réponse à Abdoulaye Diop.

”

Quatre enseignements à tirer

1. L'inversion symbolique entre le politique et l'académique. C'est un ministre dépourvu de légitimité électorale qui adresse à un universitaire titulaire le reproche du « manque de documentation ». Cette inversion révèle la posture caractéristique des diplomaties de transition : disqualifier la critique en la renvoyant à une incompétence supposée, plutôt que la contester sur le fond. Symptomatiquement, aucun argument substantiel n'a été opposé à la thèse de Dione sur les régimes d'exception.

2. La guerre des narratifs. L'assimilation de toute critique à un « narratif extérieur » est désormais le marqueur rhétorique central de la diplomatie sahélienne. Cette extension de la rhétorique anti-occidentale à des intellectuels africains de plein droit a un coût : elle tend à fermer le débat plutôt qu'à le nourrir, et à présenter toute pensée critique comme une ingérence par procuration. La répartie de Dione (« *je refuse qu'on me dicte la façon de penser* ») a précisément touché ce point : c'est l'indépendance intellectuelle africaine qui était attaquée, pas un alignement extérieur.

3. La question fondamentale a été clairement posée : sécurité contre démocratie, ou sécurité par la démocratie ? L'échange a cristallisé le clivage doctrinal qui structure désormais l'Afrique de l'Ouest. Pour Diop et l'AES, l'urgence sécuritaire suspend les standards démocratiques ; la légitimité se mesure à l'efficacité contre le terrorisme, pas aux urnes. Pour Dione, et plus discrètement pour Cheikh Niang, le ministre sénégalais des Affaires étrangères, dans son discours de clôture, « il ne peut y avoir de sécurité durable sans confiance État-citoyen, donc sans démocratie ». Le fait que le ministre sénégalais reprenne en clôture cette thèse à mots à peine voilés indique que Dakar a tranché — implicitement mais nettement — en faveur de la lecture du professeur.

4. Le Forum confirmé comme espace de liberté académique africain. Au-delà de la controverse, l'épisode a paradoxalement servi le Forum : un universitaire sénégalais a pu contredire frontalement, en séance plénière, un ministre de l'AES, et lui répondre à hauteur d'égal. Dans un paysage régional où les espaces de débat se rétrécissent — médias muselés au Mali, au Niger et au Burkina, expulsions d'ONG, fermetures d'organisations de la société

civile — Dakar a démontré sa valeur de place forte du débat intellectuel et démocratique africain. C'est, en creux, la principale victoire de la 10^e édition.

BILAN ET CONCLUSIONS DU FORUM

La Doctrine de Dakar sur la prévention des conflits

Initiative phare proposée par le président Faye et formalisée dans les recommandations finales, la Doctrine de Dakar vise à substituer une logique d'anticipation à la logique d'intervention en urgence qui a prévalu pendant la décennie Barkhane. Elle pose trois principes : (1) traitement des causes profondes (précarité, exclusion, rupture du contrat social) ; (2) opérationnalisation des forces africaines en attente avec financements stables maîtrisés par les Africains ; (3) souveraineté économique fondée sur la transformation locale des ressources et la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF).

Sa portée reste à confirmer : aucun mécanisme de financement ni calendrier de mise en œuvre n'a été annoncé. C'est davantage un cadre conceptuel qu'une feuille de route opérationnelle.

Position sur les sujets sensibles

- **AES / CEDEAO** — Coexistence sans réconciliation. Présence simultanée de représentants des deux blocs (Bio, Musah, Ibrahima côté CEDEAO ; Diop, Bakary Yaou Sangaré - ministre nigérien des Affaires étrangères, côté AES), sans amorce formelle de dialogue institutionnel. Le Sénégal joue de fait le rôle de passerelle, mais sans mandat explicite.
- **France** — Absence diplomatique de haut niveau confirmée. Pas de ministre, pas de financement officiel reconnu. Les critiques de l'ingérence extérieure n'ont pas nommé Paris, mais le message est lu sans ambiguïté à Paris comme à Dakar.
- **Franc CFA** — Aucune prise de position formelle. Le débat sur la souveraineté monétaire (projet de monnaie « Sahel » de l'AES, perspectives ECO de la CEDEAO) a été soigneusement contourné dans les débats et conclusions officielles.
- **États-Unis** — Présence du Sous-Secrétaire d'État adjoint Richard Michaels en plénière 2 : signe d'un repositionnement américain dans l'espace.

Lecture d'ensemble

Cette édition « de la maturité » aura accompli trois choses. D'abord, elle a consolidé Dakar comme capitale du dialogue stratégique africain en s'affranchissant du parrainage occidental, sans pour autant tomber dans le radicalisme rhétorique de l'AES. Ensuite, elle a tracé une ligne

médiane — la « souveraineté d'ouverture » sénégalaise — qui se distingue à la fois du loyalisme institutionnel ouest-africain classique et de la rupture sahélienne. Enfin, par l'épisode Dione–Diop, elle a rappelé que l'indépendance intellectuelle africaine ne se négocie pas, et que la critique des régimes d'exception venue d'Afrique elle-même est désormais une donnée structurante du débat panafricain.

L'expertise stratégique en toute indépendance



PROGRAMME
AFRIQUE/S



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

iris-france.org



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'évènements.